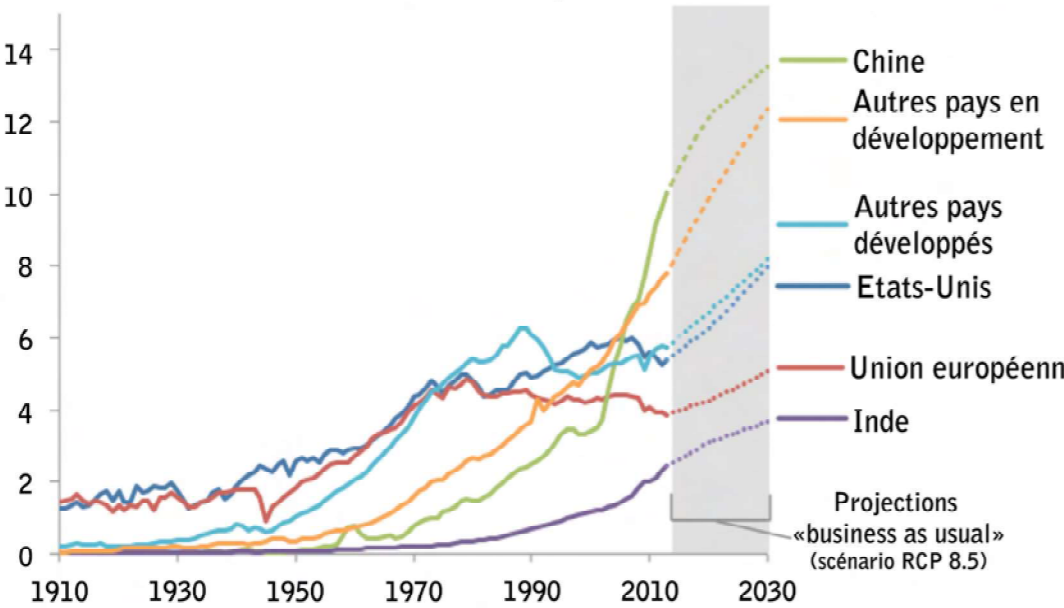


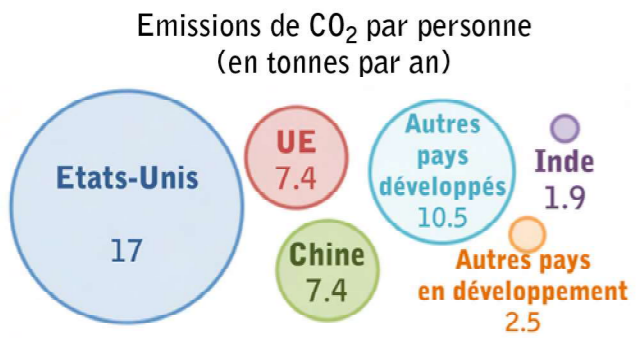
Emissions de CO₂ issues des combustibles fossiles et ciment (en milliards de tonnes par an)



Environ 3/4 du CO₂ émis par la combustion d'énergies fossiles, depuis le début de la révolution industrielle, provient des pays développés et plus de la moitié est postérieur à 1970.

La Suède, pour réduire sa dépendance au pétrole, a su maintenir une réduction de ses émissions à un taux annuel de 4,5% entre 1976 et 1986. La France et la Belgique ont connu, elles aussi, des réductions similaires pendant la même période. Sinon, les réductions d'émissions significatives ont été historiquement dues à des crises politiques ou économiques. Selon un rapport de l'UNEP, un taux annuel de réduction de 3,5% est très ambitieux.

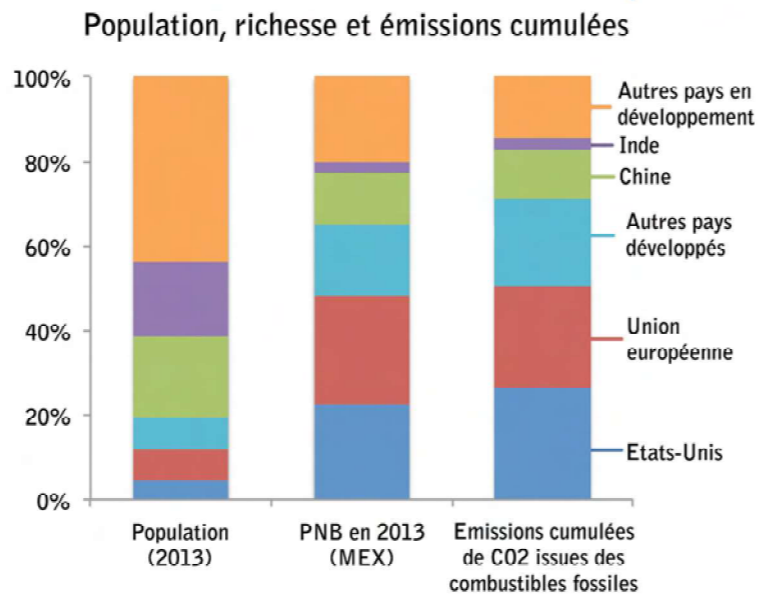
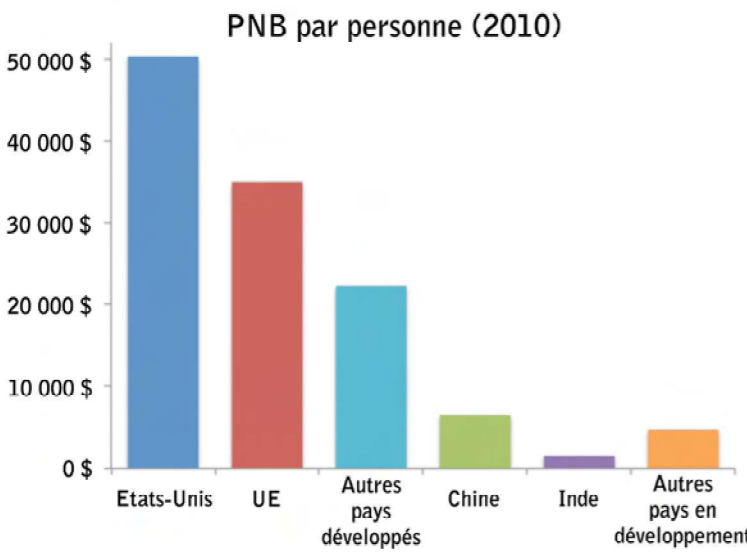
Emissions de dioxyde de carbone (CO₂), principalement issues des combustibles fossiles, pour chaque région de 1910 à 2013 (lignes continues), ainsi que leurs projections jusqu'en 2030.



Les émissions en CO₂ par personne aux Etats-Unis, dans l'UE et dans les autres pays développés sont bien plus importantes que les émissions dans les pays en développement (en Inde et dans les autres pays en développement). Avec moins de 5% de la population mondiale, les Etats-Unis génèrent, à eux seuls, 15% des émissions mondiales.

Le PNB par personne aux Etats-Unis est respectivement plus de 7,5 fois et 35 fois supérieur à celui de la Chine et de l'Inde.

La Chine, l'Inde et les autres pays en développement abritent 81% de la population mondiale, mais ne représentent seulement que 35% des richesses et 29% des émissions cumulées.

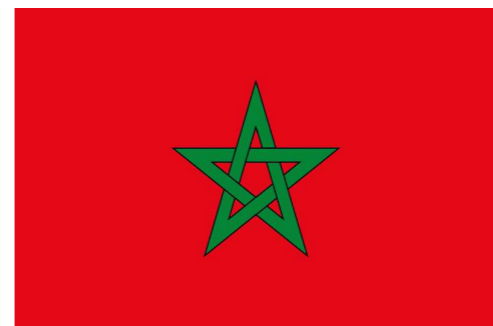


Richesses des différentes régions mesurées à travers leur PNB par personne en 2013 (en \$ 2010 MEX/an)

Répartition de la population mondiale, du PNB (2013) et des émissions cumulées de 1850 à 2013 pour toutes les régions.



CONFÉRENCE DES PARTIES



MANDAT DU MAROC POUR SON ÉQUIPE DE NÉGOCIATEURS

Négociations du .../.../.....
Musée des Confluences Lyon, France

Objectifs: Depuis la signature du Protocole de Kyoto en 1997, nos gouvernements cherchent à négocier un accord pour réduire les émissions en gaz à effet de serre (GES) qui pourrait limiter les risques du changement climatique à l'échelle de la planète. Mais nous cherchons aussi le meilleur compromis pour notre économie et les intérêts vitaux de notre nation. En 2015, à la Conférence des Parties des Nations Unies sur les Changements Climatiques, la COP21 à Paris, les nations se sont mises d'accord pour limiter le réchauffement climatique « bien en dessous des 2°C » par rapport aux niveaux préindustriels.

Aujourd'hui en 2018, nous devons donc décider :

1. Des actions éventuelles pour réduire nos émissions. Sans mesures concrètes, les émissions de la Chine, des USA et des pays industrialisés, de l'Inde et des pays en développement augmenteront considérablement d'ici 2100. Nous pouvons donc décider, ou pas, de réduire nos émissions en gaz à effet de serre : Quel sera notre pourcentage de réduction :% ? A partir de quelle échéance : ?
2. Des mesures pour préserver les oasis et restructurer les sols soumis à l'érosion et à la désertification.
3. De combien, nous voulons recevoir du Financement pour le climat qui est destiné à fournir au moins 100 milliards de dollars par an d'aide, d'ici à 2020, aux pays en développement pour permettre les politiques d'atténuation des émissions et d'adaptation au changement climatique.

Briefing des objectifs des négociations

Vous dirigez la délégation marocaine aux prochaines négociations sur le changement climatique.

Contexte : Le consensus scientifique est clair. Plus de 97% des climatologues s'accordent sur le fait que le changement climatique est une réalité, qu'il est causé par l'usage des énergies fossiles et que ses conséquences pourraient être dévastatrices. **Nous sommes extrêmement vulnérables aux sécheresses, épidémies, inondations, baisses des récoltes et autres bouleversements sur nos écosystèmes causés par le changement climatique.** Notre survie est en jeu et bien que les autres pays l'aient peut-être oublié, l'accord de Paris inclut la limite des 1,5°C de réchauffement pour laquelle nous avons déployé d'importants efforts. **En tant que grand pays en développement, associé aux plus pauvres de la planète à l'ONU, nous n'avons pas les moyens, ni pour financer les investissements vers les énergies propres, ni pour atténuer nos émissions et nous adapter au changement climatique. Par conséquent, à l'heure actuelle, mettre en place des mesures ambitieuses est difficile à imaginer sans l'aide des pays riches.**

Opinion publique marocaine : Le changement climatique au Maroc est une réalité. La préoccupation est grandissante à l'égard du changement climatique au sein de la population qui constate de visu ses conséquences. 75% du territoire est menacé d'érosion ; l'avancée du désert se fait à une vitesse exceptionnelle, avec 85% de notre territoire semi-aride ; la baisse des précipitations s'accroît et nous amène de 1 800 m³ par équivalent habitant à 750 m³, alors que le stress hydrique est établi à 1 000 m³. Le gouvernement met en place le stockage de l'eau, développe des énergies renouvelables, le tourisme écologique. Mais on n'arrêtera pas le désert d'avancer, et les sols d'éroder. On n'empêchera pas les réfugiés climatiques de vouloir passer par le Maroc ou de s'y sédentariser. **L'action locale ne suffit pas. Il faut une coopération internationale pour sauver les populations du Sud Maroc et des zones oasiennes.**

Actions nationales : La monarchie chérifienne se positionne comme un pays leader en matière de réduction des émissions de GES et d'énergies renouvelables. Avec un objectif national ambitieux de réduction de ses émissions de 32% avant 2020 (ce que préconisent les scientifiques pour maximiser les chances de rester sous 2°C) et une promesse d'aller sur une production d'électricité à 50% issue des énergies renouvelables d'ici à 2025. Pour cela, le gouvernement lève les subventions aux énergies fossiles, et engage des négociations internationales avec les pays développés et la Chine pour un appui financier, (les 100 milliards de dollars par an d'ici 2020 promis par les pays du Nord aux pays du Sud depuis Copenhague en 2009) via notamment le Fonds vert pour le climat.

Forêts et utilisation des sols : Nous menons une véritable bataille contre l'érosion des sols, l'assèchement des oasis et la désertification du Sud-Est Marocain. Laquelle s'accompagne de pauvreté et de déplacements importants de populations vers les villes avec son cortège de drames humains. Les oasis font partie des richesses naturelles du Maroc en formant un bouclier contre la désertification. Mais en un siècle, les deux tiers ont disparu. Aujourd'hui, les dernières souffrent de la sécheresse et de l'épuisement de la nappe phréatique - conséquence de sa surexploitation et de la mauvaise gestion des eaux de surface et de l'urbanisation croissante-. **Il faut protéger nos oasis, restructurer notre agriculture dans les zones semi désertiques. C'est pourquoi le Maroc a présenté**

un plan « Maroc Vert » dont « l'Oasis durable » à la Cop22. Ce plan a besoin de l'aide des Nations unies à travers le programme REDD+ (Réduction des Emissions résultant du Déboisement et de la Dégradation des forêts).

Contexte international :

- **Le Maroc ne veut pas réitérer les erreurs des pays développés mais il veut un engagement sur les ambitions de la part des pays du Nord pour contenir la hausse des températures mondiales. Il mobilise avec lui les pays en développement et pousse fort pour que les pays développés, atténuent le plus rapidement possible leurs émissions pour contenir le réchauffement climatique et éviter l'obligation de s'adapter.** En même temps, le Maroc négocie une transition énergétique pour se développer, sans être obligé de payer le différentiel des coûts entre une technologie résiliente et une technologie non-résiliente.
- **La compréhension de l'enjeu climatique pousse les pays du Sud en tant qu'Etats et en tant que stratèges à prôner de nouveaux modèles de développement. Les pays du Nord se sont développés, ils doivent atténuer, ils doivent corriger.** Leurs taux d'émission par personne sont bien plus élevés que les nôtres (par exemple, le taux d'émission par personne aux Etats-Unis est 400 fois plus élevé que celui d'un pays comme le Mali !). **Les pays du Sud qui commencent seulement à se développer ne veulent pas être les pollueurs de demain. Ensemble dans les coalitions, ils font entendre leurs voix pour construire un modèle durable. Car les pays du Sud représentent plus de 80% de la population mondiale.** Et ils sont d'autant moins enclins à faire des compromis qu'ils ne voient rien venir des 100 milliards de dollars (89 milliards d'euros) promis d'ici à 2020 par les pays développés à Copenhague, en 2009. « Leur niveau de confiance envers les pays du Nord est très bas ».

Au verso de cette page, vous trouverez les données qui vous seront utiles dans vos négociations. Bonne chance !